

DU 09 Août 2011

N° 11/00477

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

C/

CHSCT UP PERSAN-BEAUMONT de l'Etablissement Traction Nord-Parisien, pris en la personne de ses membres :

Monsieur José DA SILVA

Vincent MALANDRA

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE PONTOISERÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

## ORDONNANCE

## DEMANDERESSE:

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS, dont le siège social est sis 34 rue du Commandant Mouchotte - 75014 PARIS

représentée par Me Michel BERTIN, avocat au barreau de PARIS,

## DÉFENDEUR:

CHSCT UP PERSAN-BEAUMONT de l'Etablissement Traction Nord-Parisien, dont le siège social est sis Place Hadancourt - 95340 PERSAN, pris en la personne de ses membres :

Monsieur José DA SILVA, sign à domicile

Vincent MALANDRA, sign à domicile

représenté par la SCP BERGER BOSQUET SAVIGNAT, avocats postulants au barreau de VAL D'OISE, vestiaire : 20,

représenté par Me Sandrine REMOISSONNET, avocat plaidant au barreau de SENLIS,

\*\*\*000000\*\*\*

Par acte en date du 18 Avril 2011, la SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS a fait assigner la CHSCT UP PERSAN-BEAUMONT de l'Etablissement Traction Nord-Parisien à comparaître à l'audience des référés du 20 mai 2011.

A cette date, l'affaire a été renvoyée au 24 juin puis au 1er Juillet 2011.

A cette audience, l'avocat mandataire de la requérante a repris et développé les conclusions de son assignation, tout en déposant des conclusions écrites au soutien desquelles ce dernier a été entendu.

Copie de l'acte de citation en justice  
Copia Me BertinTribunal de Grande Instance de Pontoise  
Département du Val d'Oise  
Desdites minutes il a été donné acte.

L'avocat mandataire de la défenderesse a déposé des conclusions écrites et a été entendu en ses explications.

L'affaire a été mise en délibéré au 9 août 2011.

La Présidence a rendu l'ordonnance dont la teneur suit;

Nous, Catherine METADIEU, 1ère Vice-Présidente au Tribunal de Grande Instance de PONTOISE, assistée de Céline TERREAU, Greffière;

~~Vu l'assignation et les motifs exposés;~~

Vu les articles 808 et suivants du Code de Procédure Civile;

Vu l'assignation en date des 18 et 28 avril 2011 délivrée au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail UP PERSAN-BEAUMONT, pris en la personne de ses membres, José DA SILVA et Vincent MALENDRA, à la requête de la S.N.C.F qui demande au délégataire du président du tribunal, statuant en la forme des référés, de :

Vu les articles L. 4614-10 et L. 4614-14 du code du travail

Vu l'article R.4614-20 du code du travail;

- constater que les conditions du recours à un expert ne sont pas remplies  
En conséquence,

- juger mal fondée la délibération prise le 27 janvier 2011 par le CHSCT de l'UP PERSAN-BEAUMONT de l'établissement Traction NORD PARISIEN

- annuler cette délibération et la désignation du cabinet TECHNOLOGIA

- ordonner l'exécution provisoire

- laisser à la charge du CHSCT ses éventuels dépens et frais irrépétibles;

Vu les conclusions du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail UP PERSAN-BEAUMONT qui demande au délégataire du président du tribunal de :

Vu les articles L. 4742-1, 4614-12 et L. 4612-8 du code du travail

A titre principal,

- débouter la S.N.C.F. de sa demande tendant à l'annulation de la délibération du CHSCT du 27 janvier 2011

- ordonner la suspension de la mise en oeuvre du projet SIRIUS au sein de l'Unité de Production Traction de PERSAN-BEAUMONT jusqu'à l'issue des opérations

- juger que la S.N.C.F. devra prendre en charge les honoraires afférents à la défense du CHSCT de PERSAN-BEAUMONT

Subsidiairement,

- condamner la S.N.C.F. au paiement de la somme de 3 000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile

En tout état de cause,

- condamner la S.N.C.F. aux entiers dépens

A titre subsidiaire,

- débouter la S.N.C.F. de sa demande tendant à l'annulation de la délibération du CHSCT du 27 janvier 2011

- ordonner la suspension de la mise en oeuvre du projet SIRIUS au sein de l'Unité de Production Traction de PERSAN-BEAUMONT jusqu'à l'issue des opérations

- juger que la S.N.C.F. devra prendre en charge les honoraires afférents à la défense du CHSCT de PERSAN-BEAUMONT

Subsidiairement,

- condamner la S.N.C.F. au paiement de la somme de 3 000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile

En tout état de cause,

- condamner la S.N.C.F. aux entiers dépens

A titre infiniment subsidiaire,

- débouter la S.N.C.F de sa demande tendant à l'annulation de la délibération du CHSCT du 27 janvier 2011
- ordonner la suspension de la mise en oeuvre du projet SIRIUS au sein de l'Unité de Production Traction de PERSAN-BEAUMONT jusqu'à l'issue des opérations
- juger que la S.N.C.F devra prendre en charge les honoraires afférents à la défense du CHSCT de PERSAN-BEAUMONT
- Subsidiairement,
- condamner la S.N.C.F au paiement de la somme de 3 000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile
- En tout état de cause,
- condamner la S.N.C.F aux entiers dépens

Vu les conclusions récapitulatives et en réponse de la S.N.C.F ;

### EXPOSÉ DES FAITS ET PRÉTENTIONS DES PARTIES

La S.N.C.F expose qu'en accord avec les instances représentatives tant nationales que locales, il a été décidé d'expérimenter un projet dénommé SIRIUS, ayant pour vocation de substituer au support papier avec lesquels travaillaient les conducteurs jusqu'alors, un outil informatique d'aide à la conduite des trains, que la direction de la traction a par ailleurs décidé de diligenter une expertise nationale confiée au cabinet SECAFI, dont les conclusions ont été présentées et exploitées tant au plan national que local.

Les différents comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ont été consultés. Lors d'une réunion qui s'est tenue le 27 janvier 2011, le CHSCT UP PERSAN-BEAUMONT, a décidé de recourir à une mesure d'expertise locale dans le but notamment de l'aider à répondre à certaines interrogations restées sans réponse.

La SNCF conteste cette décision, estimant que les conditions requises par les articles L.4614-13, R.4614-20 et L.4612 du code du travail ne sont pas réunies.

Selon elle, la demande d'expertise n'est pas formulée en termes clairs et précis, la mission de l'expert n'étant pas définie.

Elle invoque l'absence de modifications des conditions d'hygiène, de sécurité ou des conditions de travail et l'inutilité de l'expertise sollicitée.

La SNCF concernant le grief qui lui est fait d'avoir tardé à délivrer son assignation réplique qu'aucun délai n'est imposé et que le délai raisonnable dans lequel doit être élevée la contestation d'une expertise doit s'entendre du point de vue de l'employeur.

Elle souligne que les membres du CHSCT ont bénéficié d'une information complète.

Le CHSCT UP PERSAN-BEAUMONT fait observer que la SNCF qui a fait part de son intention de contester la demande d'expertise, n'a saisi la juridiction des référés que le 18 avril 2011, soit près de trois mois après la délibération litigieuse, alors que les mandats des membres du CHSCT étaient terminés, que ces agissements sont constitutifs d'une entrave. A titre subsidiaire, il fait valoir que la SNCF n'a pas agi dans un délai raisonnable et qu'elle doit être déboutée de sa demande.

A titre subsidiaire, le CHSCT UP PERSAN-BEAUMONT soutient que les termes de la demande sont clairs, précis et pertinents, et qu'une expertise au plan local est nécessaire.

### MOTIVATION

#### Sur l'entrave

Aucun élément ne permet de caractériser une quelconque volonté de la part de la SNCF de retarder la décision du CHSCT de recourir à une expertise.

Le fait d'avoir attendu deux mois après avoir informé le CHSCT de son intention de contester la demande d'expertise, pour faire délivrer l'acte introductif de la présente instance ne suffit pas à démontrer que la SNCF ait ainsi voulu nuire au bon fonctionnement de cette institution.

Ce moyen n'est pas fondé.

*Sur le trouble manifestement illicite*

Si la SNCF a tardé pendant trois mois à agir en contestation de la délibération prise par le CHSCT UP PERSAN-BEAUMONT lors de sa réunion du 27 janvier 2011, elle justifie de l'existence de nombreuses instances de même nature devant diverses juridictions, ce qui peut expliquer le laps de temps qui s'est écoulé entre la réunion du CHSCT et la délivrance de l'assignation.

Le délai observé ne présente pas un caractère déraisonnable.

La preuve du trouble manifestement illicite allégué par le défendeur n'est pas rapportée.

*Sur l'expertise*

Selon l'article L.4612-8 du code du travail, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est consulté avant toute décision d'aménagement important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail et, notamment, avant toute transformation importante des postes de travail découlant de la modification de l'outillage, d'un changement de produit ou de l'organisation du travail, avant toute modification des cadences et des normes de productivité liées ou non à la rémunération du travail.

Il est prévu à l'article L.4614-12 du même code que le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel à un expert agréé :

- 1° Lorsqu'un risque grave, révélté ou non par un accident du travail, une maladie professionnelle ou à caractère professionnel est constaté dans l'établissement ;
- 2° En cas de projet important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail, prévu à l'article L.4612-8.

La SNCF invoque en premier lieu le caractère imprécis de la demande d'expertise, la mission d'expertise n'étant pas définie selon elle.

Le 27 janvier 2011, le CHSCT UP PERSAN-BEAUMONT a été convoqué à une réunion dont le thème était le suivant : "Consultation de l'UP PERSAN BEAUMONT pour le projet de mise en place de l'outil SIRIUS".

Il résulte du procès-verbal de cette réunion, que de nombreuses questions précises ont été posées au référent SIRIUS du projet à laquelle ce dernier a répondu de manière très brève, et non approfondie, sans tels développements de sorte que les membres du CHSCT ont pu légitimement estimer, ainsi qu'il en est fait mention dans le procès-verbal, ne pas être en mesure d'être consultés.

Vainement la SNCF soutient que la demande d'expertise n'est pas précise dès lors que les membres du CHSCT ont défini le contenu de la mission donnée au cabinet TECHNOLOGIA choisi par eux en lui demandant de répondre à vingt questions, libellées en termes clairs et qu'il est fait mention dans le procès-verbal de ce que "la demande d'expertise avait été jointe en annexe".

S'agissant du bien fondé de l'expertise, force est de constater que la mission définie contractuellement par la SNCF à la demande des organisations syndicales représentatives et confiée à la société SECAFI relative au projet SIRIUS a un caractère national, et n'a pas été effectuée, ainsi que cela est expressément rappelé dans le rapport de mission dans un cadre légal de l'expertise (comité d'entreprise ou comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail).

Dès lors, en aucun cas, la mise en oeuvre d'une telle mesure ne peut avoir pour effet de priver un CHSCT, lequel intervient au niveau de l'établissement, de ses prérogatives telles que rappelées ci-dessus.

En effet, si certaines des préconisations faites par le cabinet SECAFI ont un caractère général et peuvent s'appliquer à l'ensemble des 16 000 conducteurs concernés et 5 000 agents secondaires, il peut être nécessaire d'analyser au plan local, les nouvelles mesures envisagées, le cabinet SECAFI soulignant lui-même que la mission ne peut pas "prétendre à l'exhaustivité des situations" et qu'il n'est pas en mesure, faute de données complètes sur les effectifs secondaires et roulants, de fournir une analyse socio-technique générale des populations impactées.

Le projet a pour objet la dématérialisation de la documentation papier utilisée par les conducteurs dans un nouvel outil utilisant un terminal grand public.

Selon les responsables du projet, le projet doit offrir les plus values suivantes :

- dématérialisation des documents métier à l'identique en respectant les contraintes Métier et Sécurité
- télétransmission garantissant au conducteur de disposer d'une fiche train à jour...
- défilement automatique de la fiche train grâce au OPS ...
- lisibilité de la FT améliorée de nuit par l'affichage sur écran
- informations utiles supplémentaires par l'affichage du N° du train et bientôt de l'avance/retard en temps réel
- automatisation de la saisie des informations répétitives du bulletin de service
- amélioration des flux d'information vers et entre les services internes commandés.

Le cabinet SECAFI relève toutefois que la déploiement général de SIRIUS, doit prendre en compte la fragilité du système informatique et "les difficultés qu'elle peut occasionner vis à vis des utilisateurs" et par ailleurs que le fait de "doter les conducteurs d'un outil informatique communicant et mobile représente en fait une évolution majeure du métier de l'ADC.

Il existe, selon cet expert, des risques de tensions fondamentales, tant avec les exigences du métier (insertion de nouvelles charges de travail), sécurité (concomitance avec d'autres tâches) qu'avec les limites d'un outil mobile.

Il en résulte que le projet envisagé est un projet qui implique un changement important des conditions de l'organisation des conducteurs notamment, dès lors que ces derniers devront appréhender les informations sur un écran de petite taille, d'un poids supérieur à celui d'un simple document papier, et maîtriser ce nouvel outil informatique, ce qui nécessite tout à la fois un effort de formation et de concentration.

Il est de plus nécessaire de compléter au plan local l'expertise du cabinet SECAFI, en tenant compte des spécificités et contraintes du réseau de PERSAN-BEAUMONT, les conditions de travail entre un conducteur de TGV et celle d'un conducteur d'un train de banlieue différant notablement.

Il convient donc de débouter la SNCF de sa demande d'annulation de la délibération prise par le CHSCT UP PERSAN-BEAUMONT le 27 janvier 2011 et d'ordonner la suspension de la mise en œuvre du projet SIRIUS au sein de l'Unité de Production Traction de PERSAN-BEAUMONT jusqu'à l'issue des opérations d'expertise.

L'exécution provisoire est nécessaire et compatible avec la nature de l'affaire.

L'équité commande qu'il soit fait application de l'article 700 du code de procédure civile en faveur du CHSCT UP PERSAN-BEAUMONT à hauteur de la somme de 1 500 €,

#### **PAR CES MOTIFS:**

STATUANT publiquement en la forme des référés par ordonnance contradictoire rendue par mise à disposition au greffe et en premier ressort;

DÉBOUYONS la SNCF de sa demande d'annulation de la délibération prise par le CHSCT UP PERSAN-BEAUMONT le 27 janvier 2011;

ORDONNONS la suspension de la mise en oeuvre du projet de la ligne de production de traction de l'IN-BEAUMONT jusqu'à la fin des opérations d'expertise;

ORDONNONS l'exécution provisoire;

CONDAMNONS la SNCF à payer au COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL UP PERSAN-BEAUMONT la somme de 1500 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile;

CONDAMNE la SNCF aux dépens.

Fait au Tribunal de Grande Instance de Pontoise, le 05 Août 2011.

La Greffière,



Coline TERREAU

Le Président,



Christophe METADIEU

Pour expédition conforme  
Le Greffier en Chef

